

RÉUNION DES MINISTRES DE L'ÉCONOMIE ET
DES FINANCES
DES PAYS MEMBRES DE LA ZONE FRANC

COTONOU, LES 6 ET 7 AVRIL 2005

SÉCRÉTARIAT

BANQUE CENTRALE
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE
ET MONETAIRE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA
EN 2004 ET PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2005**

REUNION DES MINISTRES DES FINANCES DE LA ZONE FRANC
(Cotonou, le 6 avril 2005)

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE.....	1
I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA	
EN 2004.....	2
II – EVOLUTION DU SECTEUR REEL.....	3
2.1 – Secteur primaire.....	4
2.2 – Secteur secondaire.....	4
2.3 – Commerce de détail.....	4
2.4 – Evolution des prix.....	5
III – EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DETTE	
EXTERIEURE.....	5
3.1 – Evolution des opérations financières de l'Etat.....	5
3.2 – Dette extérieure.....	7
IV – PAIEMENTS EXTERIEURS.....	8
4.1 – Balance des paiements.....	8
4.2 – Mobilisation des ressources extérieures.....	9
V – SITUATION MONETAIRE.....	10
5.1 – Action monétaire.....	10
5.2 – Evolution des agrégats monétaires.....	10
VI - MARCHE FINANCIER REGIONAL ET MARCHE DES TITRES	
PUBLICS.....	12
6.1 – Evolution de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).....	12
6.2 – Emissions sur le marché des titres publics.....	12
VII – PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2005 ET AXES PRIORITAIRES DES	
POLITIQUES ECONOMIQUES.....	13
ANNEXES.....	16

VUE D'ENSEMBLE

L'accélération de la croissance constituait, pour les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), un impératif pour réaliser en 2004 des progrès en matière de stabilité macroéconomique et de lutte contre la pauvreté, singulièrement après quatre années de faibles performances économiques. La réalisation de cet objectif nécessitait la préservation d'un climat socio-politique stable et apaisé, condition essentielle pour le retour de la confiance et le développement de l'activité économique et financière.

La situation économique et financière de l'Union a été marquée, en 2004, par des performances économiques en deçà des attentes. Elle s'est ressentie des effets de la baisse de la production céréalière au titre de la campagne 2004/2005, atténués toutefois par la bonne tenue de la production industrielle dans la plupart des pays. Le **taux de croissance réel du PIB**, initialement prévu à 4,1%, se situerait à 2,6% contre 2,9% en 2003. Ces niveaux demeurent inférieurs au taux de croissance démographique estimé à 3%.

Dans le **domaine des prix**, l'inflation s'est située à 0,5% en 2004 contre 1,3% en 2003. Cette décélération s'explique notamment par l'approvisionnement adéquat des marchés en produits alimentaires, en particulier au premier semestre de l'année 2004, en liaison avec les bons résultats de la campagne agricole 2003/2004. Toutefois, des tensions ont été perceptibles au dernier trimestre, en relation avec la flambée des prix du pétrole.

La **situation financière** des Etats laisse apparaître des difficultés de trésorerie dans certains Etats de l'Union. Le déficit global de l'Union, hors dons, ressortirait à 4,5% du PIB en 2004 contre 4,4% une année plus tôt. Par ailleurs, à fin décembre 2004, aucun Etat ne respecterait l'ensemble des critères de convergence, reflétant les difficultés dans l'exécution des opérations financières de l'Etat et la faible mobilisation de ressources extérieures en appui aux efforts d'ajustement économique et financier.

Les échanges extérieurs ont été marqués par des performances meilleures que celles de 2003, en liaison avec l'accroissement de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, consécutif notamment à l'allègement du service de la dette extérieure à hauteur de 133,3 milliards au titre de l'initiative PPTE. Les comptes extérieurs des Etats membres de l'Union dégageraient un solde excédentaire de 293,3 milliards en 2004 contre 72,2 milliards en 2003. Le déficit des transactions courantes, hors dons, ressortirait à 5,1% en 2004 contre 5,5% en 2003.

Nonobstant ce contexte économique relativement mitigé, le profil des agrégats monétaires est demeuré bien orienté, avec un niveau satisfaisant des réserves de change. L'évolution des crédits à l'économie est apparue globalement maîtrisée, malgré une accélération dans certains pays. Pour sa part, la liquidité bancaire s'est renforcée au cours de la période.

I – ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES ETATS DE L'UEMOA EN 2004

L'évolution de la conjoncture économique au sein de l'Union au cours des premiers mois de l'année 2004 laissait augurer de meilleures perspectives, comparativement aux cinq dernières années. La vigueur de la croissance, notamment aux Etats-Unis et en Chine, a soutenu la demande et le taux de croissance de l'économie mondiale s'est établi à 5,0% contre une réalisation de 3,9% en 2003.

Toutefois, la flambée des prix du pétrole, dont les pays de l'Union sont importateurs nets, notée au début du second semestre 2004, conjuguée à l'effondrement des cours mondiaux du coton et à la forte dépréciation du dollar, ont été des chocs extérieurs qui ont pesé sur les performances économiques de l'Union. La conjugaison de l'impact de ces chocs a limité les effets des efforts de relance des économies.

En effet, au plan interne, il était attendu des résultats satisfaisants de la campagne agricole 2003/2004 un effet d'entraînement positif sur le rythme d'activité des secteurs secondaire et tertiaire. Par ailleurs, l'apaisement des tensions socio-politiques avait contribué à créer les conditions d'une mise en œuvre des réformes et la mobilisation des ressources extérieures en appui à l'exécution des programmes économiques et financiers des Etats. Les indicateurs sur les six premiers mois de l'année ont confirmé ces perspectives relativement favorables. L'activité était orientée à la hausse dans les secteurs secondaire et tertiaire comparativement à la même période de l'année 2003.

Toutefois, l'invasion acridienne qui a sévi dans les pays du Sahel en 2004, l'arrêt précoce des pluies ainsi que l'instabilité politique dans certains pays ont remis en cause le regain de dynamisme de l'activité économique. En effet, l'environnement socio-politique a de nouveau été une source de préoccupation. L'activité économique au sein de l'Union s'est ressentie du rythme relativement lent de la normalisation de la situation en Côte d'Ivoire. L'environnement socio-politique dans ce pays s'est, du reste, aggravé avec les événements de novembre 2004.

Ainsi, le taux de croissance du PIB de l'Union est ressorti à 2,6%, en termes réels, contre une prévision initiale de 4,1%. Ce taux est en retrait par rapport à celui de 2,9% enregistré en

2003. Dans ces conditions, le revenu par habitant s'est inscrit pour la cinquième année consécutive en baisse. Toutefois, les performances ont été différenciées selon les pays. Le taux de croissance économique en 2004 ressort à 3,5% au Bénin, 4,8% au Burkina, 0,7% en Côte d'Ivoire, 4,3% en Guinée-Bissau, 0,4% au Mali, 3,5% au Niger, 6,0% au Sénégal et 2,9% au Togo.

Au titre des relations avec la communauté financière internationale, le Bénin, le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal ont mis en œuvre des programmes économiques et financiers soutenus par les Institutions de Bretton Woods, dans le cadre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC).

II – EVOLUTION DU SECTEUR REEL

Les premières estimations de la production de la campagne agricole 2004/2005 laissent apparaître des résultats moins satisfaisants qu'en 2003, en raison essentiellement d'une mauvaise répartition de la pluviométrie. Certains Etats membres de l'Union ont été confrontés à l'apparition de nouvelles menaces sur les productions agricoles, notamment l'invasion de criquets pèlerins. La situation dans le secteur industriel a été, pour sa part, caractérisée par la bonne tenue de la production dans la plupart des pays.

2.1 – Secteur primaire

Les premières estimations de la **campagne agricole** 2004/2005 laissent apparaître une baisse de 4,3% de la production vivrière de l'Union, imputable à l'interruption précoce des pluies ainsi qu'aux conséquences de l'une des plus importantes invasions acridiennes à laquelle les Etats membres ont été confrontés depuis plus de quinze ans. La contre-performance la plus importante a été enregistrée au Mali où la production céréalière s'est inscrite en recul de 21,8% par rapport à la campagne précédente. La production a enregistré au Burkina, au Niger et au Sénégal des baisses respectives de 14,1%, 12,2% et 9,6%. Au Togo, la production s'est inscrite en léger recul de 0,6%. Les productions des principales cultures vivrières sont en hausse de 3,0% au Bénin et en Côte d'Ivoire et de 4,9% en Guinée-Bissau.

Les **productions agricoles d'exportation** sont ressorties globalement en hausse par rapport à la campagne 2003/2004. La **production d'arachide** enregistrerait un accroissement de 1,2% par rapport à la campagne précédente pour se situer à 1.486.400 tonnes. Les récoltes de **cacao** sont estimées en augmentation de 1,0%, d'une campagne à l'autre, pour s'établir à 1.424.700 tonnes.

Au niveau de la filière **coton**, la production de coton-graine s'établirait à 2.111.500 tonnes, soit une hausse de 8,9%. Au Bénin, elle se situerait à 348.800 tonnes, enregistrant une

hausse de 5,7% par rapport à la campagne précédente. Au Burkina, elle est en accroissement de 21,9%, à 563.000 tonnes. En Côte d'Ivoire, la production serait en hausse de 14,7%, s'établissant à 344.400 tonnes. Au Mali, la production, en hausse de 2,0%, ressortirait à 620.700 tonnes. Le Sénégal réaliserait une production de 50.000 tonnes, en baisse de 9%. Celle du Togo ressortirait à 175.000 tonnes, soit le même niveau que durant la campagne 2003/2004. Au Niger, la production est estimée à 10.000 tonnes, en hausse de 19,0% par rapport aux réalisations de la campagne précédente.

Exception notable dans ces résultats satisfaisants, la production de **café** s'inscrirait en repli de 0,3% pour s'établir à 158.900 tonnes, en liaison avec la stagnation des récoltes en Côte d'Ivoire et la baisse enregistrée au Togo.

2.2 – Secteur secondaire

L'indice calculé par la BCEAO traduit une hausse modérée de 1,3% de l'activité du secteur par rapport aux performances enregistrées une année plus tôt. D'une branche à l'autre, les évolutions ont été contrastées. La production manufacturière a augmenté de 1,8% en 2004. Celle d'électricité, de gaz et d'eau connaît également une hausse de 5%. En revanche, l'activité extractive est en repli de 5,5%.

Au Burkina, au Niger et au Sénégal, l'indice de la production industrielle s'est inscrit en hausse respectivement de 9,3%, 4,1% et 1,9%. Cette progression est imputable à la bonne tenue des industries manufacturières et extractives. En Côte d'Ivoire, l'indice de la production industrielle est ressorti en hausse de 1,7%, en moyenne, sur l'année 2004, à la suite de l'évolution favorable de l'ensemble des secteurs. Au Mali et au Togo, la production industrielle a enregistré en 2004 une baisse de 2,1% et 10,9%, respectivement liée aux contre-performances des industries extractives. Au Bénin, l'indice de la production industrielle est ressorti en recul de 0,2%, sous l'effet de la morosité de l'activité dans le secteur manufacturier.

2.3 – Commerce de détail

Sur l'ensemble de l'année 2004, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 2,1% après une hausse de 1,2% en 2003. L'activité commerciale a été bien orientée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Burkina et de la Côte d'Ivoire. Cette évolution est essentiellement liée au redressement des ventes d'équipement de logement, d'automobiles et de motocycles, de produits pétroliers ainsi que de produits pharmaceutiques et cosmétiques. Ainsi, au Bénin, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, l'indice du chiffre d'affaires est ressorti en hausse

respectivement de 6,5%, 5,0%, 3,5%, 10,2% et 1,5%. Au Burkina et en Côte d'Ivoire, il s'est replié respectivement de 14,3% et 0,6%.

2.4– Evolution des prix

En matière d'inflation, une décélération a été globalement observée sur l'ensemble de l'année, avec toutefois une résurgence des pressions inflationnistes au cours du deuxième semestre. La progression du niveau général des prix s'est située, en moyenne, à 0,5% en 2004, contre un taux d'inflation moyen annuel de 1,3% en 2003. Ce rythme d'évolution relativement modéré des prix au sein de l'Union est imputable à un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits alimentaires, singulièrement durant les neuf premiers mois de l'année. Toutefois, la hausse des prix des carburants, à la suite de la remontée des cours mondiaux du pétrole, et les anticipations d'une baisse de la production agricole dans les pays du Sahel, ont eu pour effet une accélération de l'inflation au dernier trimestre de l'année. En glissement annuel, à fin décembre 2004, la progression des prix est ressortie à 3,1%.

Par pays, l'évolution des prix est ressortie, en moyenne, à 0,9% au Bénin, -0,4% au Burkina, 1,4% en Côte d'Ivoire, 0,9% en Guinée-Bissau, -3,1% au Mali, 0,2% au Niger, 0,5% au Sénégal et 0,4% au Togo.

III – EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DETTE EXTERIEURE

La situation des finances publiques en 2004 laisse apparaître des difficultés de trésorerie dans certains Etats et une légère aggravation des déficits. En revanche, la dette publique a enregistré une évolution favorable, liée à l'effet conjugué de la dépréciation du dollar américain et des réductions de dette dans le cadre de l'Initiative PPTE.

3.1 – Evolution des opérations financières de l'Etat

Dans la plupart des Etats membres de l'Union, les budgets ont été exécutés, en 2004, dans un contexte marqué par la mise en oeuvre des stratégies de réduction de la pauvreté qui mettent l'accent sur l'accroissement des dépenses allouées aux secteurs sociaux. En outre, les exigences de convergence des politiques et performances macroéconomiques au sein de l'Union, engagements pris par les Etats dans le cadre du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité, ainsi que l'approfondissement des réformes structurelles et sectorielles, ont sous-tendu les prévisions budgétaires.

Nonobstant les efforts d'assainissement, l'exécution des opérations financières des Etats s'est traduite, en 2004, par une accentuation des tensions de trésorerie dans certains Etats et une légère aggravation du déficit global, base engagements, hors dons, établi à 999,5 milliards ou 4,5% du PIB contre 956,3 milliards ou 4,4% du PIB en 2003.

Les recettes et dons se sont améliorés de 6,2% pour s'établir à 4.243,3 milliards. Les recettes fiscales ont progressé de 6,8% pour se chiffrer à 3.329,3 milliards, en raison principalement de l'amélioration des performances des régies financières. Le taux de pression fiscale est passé de 14,5% en 2003 à 15,1% en 2004. Les recettes non fiscales se sont, pour leur part, inscrites en baisse de 3,5% pour s'établir à 316,1 milliards. Au total, les recettes budgétaires ont représenté 16,7% du PIB en 2004 contre 16,2% en 2003. Les dons se sont établis à 498,0 milliards en 2004, en recul de 8,4 milliards par rapport à leur niveau de 2003.

Les dépenses et prêts nets ont augmenté de 6,7% pour ressortir à 4.744,8 milliards. Cette hausse a été induite à la fois par les dépenses courantes et en capital. Les charges courantes ont augmenté de 5,0%. Les intérêts dus au titre de la dette publique ont baissé de 8,8% pour s'établir à 312,1 milliards, sous l'effet des allègements obtenus par certains Etats membres de l'Union dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Les dépenses d'investissement sont ressorties à 1.417,8 milliards en 2004 contre 1.245,4 milliards en 2003, soit une hausse de 13,8%, en liaison avec l'exécution des projets prioritaires retenus dans le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté. Les dépenses d'investissement, financées sur ressources externes, se sont inscrites en hausse de 76,1 milliards pour s'établir à 754,7 milliards, tandis que celles financées sur ressources internes ont atteint 661,0 milliards, soit une augmentation de 95,5 milliards. Ces dernières ont représenté 19,8% des recettes fiscales en 2004 contre 18,1% en 2003.

Par pays, la situation se présente comme suit :

Au **Bénin**, le déficit global, base engagements, hors dons, s'est établi à 5,5% du PIB contre 4,5% en 2003. Cette dégradation des finances publiques est imputable à la hausse des dépenses en capital, dans un contexte de baisse des recettes, en liaison avec les mesures de restriction commerciales prises par le Nigeria concernant les produits de réexportation.

Au **Burkina**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est accru pour se situer à 9,5% du PIB en 2004 contre 8,3% un an auparavant, du fait d'un accroissement sensible des dépenses par rapport aux recettes budgétaires, lié, entre autres, à la mise en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté.

En **Côte d'Ivoire**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 1,2% du PIB en 2004 contre 3,2% un an plus tôt. Cette

évolution occulte la persistance de vives tensions sur la trésorerie publique, se traduisant par une accumulation d'arriérés de paiement de 490,4 milliards en 2004.

En **Guinée-Bissau**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global, base engagements, hors dons, de 20,1% du PIB contre 25,6% un an auparavant, imputable à un net accroissement des recettes budgétaires.

Au **Mali**, le déficit des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, s'est élevé à 7,2% du PIB, en aggravation de 2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique par un accroissement des dépenses budgétaires, dans un contexte de progression modérée des recettes, induite par l'atonie de l'activité économique.

Au **Niger**, l'évolution des finances publiques est marquée par une aggravation du déficit global, base engagements, hors dons, qui a atteint 9,7% du PIB en 2004 contre 8,6% un an plus tôt, à la suite d'une forte progression des dépenses totales, singulièrement celles en capital. L'accélération des dépenses en capital est imputable à la mise en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté.

Au **Sénégal**, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldé par un déficit global, base engagements, hors dons, de 4,2% du PIB en 2004 contre 3,5% un an plus tôt. Cette évolution est imputable à l'accélération des dépenses en capital, en liaison avec la mise en oeuvre des programmes de lutte contre la pauvreté.

Au **Togo**, le solde global des opérations financières de l'Etat, base engagements, hors dons, est ressorti déficitaire de 0,9% du PIB contre un excédent de 1,8% un an auparavant, en liaison avec la baisse de 4,6% des recettes. En outre, la faiblesse des ressources par rapport aux besoins de l'Etat a entraîné une accumulation d'arriérés de paiement de 47,4 milliards.

3.2- Dette extérieure

La situation de la dette publique extérieure des Etats de l'Union a favorablement évolué en 2004. En effet, l'encours de la dette est ressorti à 13.358,9 milliards à fin 2004 contre 14.898,8 milliards à fin 2003, soit une baisse de 10,3%. Cette évolution est imputable à l'effet conjugué de la dépréciation du dollar des Etats-Unis sur le marché des changes, de l'évolution des flux nets de remboursements et des réductions de dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. Ainsi, le ratio de l'encours de la dette publique extérieure sur le PIB a diminué, passant de 69,6% en 2003 à 59,3% en 2004.

Le service dû s'est chiffré à 986,4 milliards, en repli de 51,8 milliards ou 5,0% par rapport à 2003. Il a représenté 13,7% des exportations de biens et services non-facteurs contre

15,2% un an auparavant. Le service réglé s'est chiffré à 327,4 milliards contre 362,0 milliards en 2003. Il a absorbé 9,8% des recettes fiscales contre 11,6% l'année précédente, du fait de l'effet conjugué des allègements de dette obtenus et des accumulations d'arriérés.

Au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), cinq Etats membres de l'Union, à savoir le Bénin, le Burkina, le Mali, le Niger et le Sénégal, ont atteint le point d'achèvement. Les allègements effectivement obtenus atteignent un montant global de 133,3 milliards en décembre 2004. Le Bénin et le Burkina ont obtenu des allègements respectifs de 15,3 milliards et 25,2 milliards. Pour leur part, le Mali, le Niger et le Sénégal ont bénéficié d'allègements de dette de 28,9 milliards, 20,5 milliards et 43,4 milliards respectivement.

La Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo n'ont pas encore atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE. La Côte d'Ivoire demeure au stade du point de décision au titre du cadre initial de l'initiative, la situation socio-politique qui prévaut dans ce pays depuis septembre 2002 n'ayant pas permis de poursuivre l'exécution du programme économique avec l'appui des Institutions de Bretton Woods. La Guinée-Bissau, qui a atteint le point de décision en décembre 2000 au titre du cadre renforcé de l'Initiative, n'a pu atteindre le point d'achèvement, en raison des difficultés des finances publiques. En l'absence d'un programme économique soutenu par la communauté internationale, le Togo n'a pas atteint le point de décision.

Dans l'ensemble, les difficultés financières éprouvées par certains Etats se sont traduites par l'accumulation de nouveaux arriérés de paiement extérieurs, notamment par la Côte d'Ivoire, le Togo et la Guinée-Bissau.

IV – PAIEMENTS EXTERIEURS

4.1 - Balance des paiements

En 2004, les comptes extérieurs des Etats membres de l'UEMOA se sont soldés par un excédent global de 293,3 milliards, en nette amélioration par rapport au surplus de 72,2 milliards enregistré en 2003. Cette performance est principalement imputable à l'évolution du compte de capital et d'opérations financières, le déficit des transactions courantes n'ayant baissé que dans une proportion limitée.

Dans un contexte caractérisé par la flambée des prix du pétrole dont les pays de l'Union sont importateurs nets, de baisse des prix des produits agricoles exportés par l'Union et de dépréciation du dollar, le solde déficitaire des transactions courantes est demeuré élevé, ressortant à 806,4 milliards en 2004, soit 3,6% du PIB, contre 868,3 milliards en 2003, représentant 4,0% du PIB.

Les échanges commerciaux se sont traduits par un excédent en baisse, passant de 440,7 milliards en 2003 à 326,3 milliards en 2004, en raison principalement de la hausse de 8,4% des importations, consécutive notamment à l'alourdissement de la facture pétrolière qui a progressé de 13,6% d'une année à l'autre. Quant aux exportations, elles se sont accrues de 5,8%, à la faveur de l'augmentation du volume des ventes de cacao et de coton, induite par les résultats satisfaisants de la campagne agricole 2003/2004.

Le déficit de la balance des services baisserait de 90,6 milliards pour s'établir à 1.036,9 milliards. Quant à l'excédent de la balance des transferts courants, il passerait de 451,6 milliards à 536,7 milliards, en liaison avec l'augmentation des flux privés, notamment les envois de fonds des travailleurs émigrés.

Le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières s'est amélioré de 147,4 milliards par rapport à 2003, en ressortant à 1.099,7 milliards. Cette évolution reflète l'impact positif des allègements de dette au titre de l'Initiative PPTE dont ont bénéficié les Etats membres de l'Union qui ont atteint le point d'achèvement de l'Initiative et des ressources extérieures mobilisées en appui à l'exécution des programmes d'investissements publics notamment au Burkina, au Mali et au Sénégal.

4.2 - Mobilisation des ressources extérieures

Les ressources extérieures mobilisées par les Etats auprès des partenaires au développement ont atteint 457,1 milliards en 2004 pour des prévisions annuelles de tirages de 902,2 milliards, soit un taux de réalisation de 50,7%. Les principaux pays bénéficiaires ont été le Burkina (170,3 milliards), le Niger (94,9 milliards), le Bénin (46,6 milliards), le Mali (41,1 milliards) et la Côte d'Ivoire (41,0 milliards). Pour leur part, la Guinée-Bissau et le Sénégal ont respectivement mobilisé 27,2 milliards et 34,3 milliards. Durant l'année 2003, les mobilisations s'étaient établies à 391,9 milliards, soit un taux de réalisation de 45,3%.

Bien qu'en amélioration par rapport à l'année précédente, le taux de mobilisation des concours extérieurs au cours de l'année 2004 est demeuré faible, en raison essentiellement des retards observés dans la mise en œuvre des réformes structurelles et des difficultés rencontrées par certains Etats membres de l'Union pour conclure des programmes avec les Institutions de Bretton Woods.

V- SITUATION MONETAIRE

5.1 – Action monétaire

La gestion monétaire a visé en priorité les objectifs retenus dans les programmes monétaires à travers l'utilisation d'instruments indirects de régulation monétaire, susceptibles de conforter la stabilité monétaire et financière et de contribuer au renforcement des réserves de change. A cet égard, les Autorités monétaires ont modulé leurs actions en fonction de l'évolution de la conjoncture qui a prévalu durant l'année 2004.

Ainsi, la Banque Centrale, prenant en compte la décélération du niveau général des prix, dans un contexte d'amélioration de la conjoncture, notamment au premier trimestre 2004, a réduit, le 22 mars 2004, ses taux directeurs. Le taux d'escompte et le taux de pension ont été respectivement ramenés de 5,00% et 4,50% à 4,50% et 4,00%. Cette action fait suite à l'assouplissement de 150 points de base des taux directeurs, intervenu en 2003.

Cette détente des taux directeurs vise en priorité à soutenir les signes d'une reprise de l'activité économique constatée dans les Etats membres, par un financement à moindre coût. Elle vise également à encourager les initiatives d'investissements nécessaires à une consolidation de la croissance économique.

Par ailleurs, tenant compte de la situation particulière du Bénin, caractérisée par une forte expansion des crédits à l'économie, un accroissement important du solde déficitaire des transferts et une trésorerie bancaire largement excédentaire, l'Institut d'émission a relevé, le 16 mars 2004, de quatre points de pourcentage le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques dans ce pays pour le porter à 13%. La Banque Centrale n'a pas organisé d'adjudications sur le marché monétaire de l'Union durant l'année 2004.

5.2 – Evolution des agrégats monétaires

La situation monétaire de l'Union a été caractérisée par une consolidation de la position extérieure nette des institutions monétaires ainsi qu'une hausse du crédit intérieur et de la masse monétaire. Les interventions globales de la Banque Centrale ont, pour leur part, reculé au cours de l'année 2004.

5.2.1 – Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 120,4 milliards, pour s'inscrire à 3.181,4 milliards à fin décembre 2004.

La consolidation de la position extérieure a exclusivement concerné l'Institut d'émission, celle des banques ayant baissé au cours de la période. En effet, les avoirs extérieurs nets

de la BCEAO ont augmenté de 133,1 milliards d'une année à l'autre, pour se situer à 3.027,6 milliards. Les réserves de change se sont repliées de 5,0 milliards, pour se situer à 3.730,3 milliards. Le taux de couverture de l'émission monétaire s'est établi à 117,2% à fin décembre 2004 contre 119,6% à fin décembre 2003. Les avoirs extérieurs nets des banques se sont inscrits en baisse de 12,7 milliards, du fait de la hausse de 13,0 milliards des avoirs extérieurs bruts et de 25,7 milliards des engagements extérieurs.

5.2.2 – Crédit intérieur

Par rapport à fin décembre 2003, l'encours du crédit intérieur a enregistré une hausse de 221,1 milliards ou 5,5% pour se situer à 4.209,3 milliards. Cette évolution est exclusivement imputable aux crédits à l'économie, les crédits nets aux Etats ayant diminué au cours de la période. Ces derniers se sont établis à 693,3 milliards à fin décembre 2004, en baisse de 47,0 milliards par rapport au niveau atteint une année plus tôt, à la faveur d'un recul de 81,8 milliards de l'encours de la dette des Etats vis-à-vis du système bancaire et de 34,8 milliards des créances des Etats. Les concours de la Banque Centrale sont passés de 397,0 milliards à fin décembre 2003 à 372,5 milliards à fin décembre 2004, soit une baisse de 24,5 milliards ou 6,2%.

L'encours des crédits à l'économie a enregistré une progression de 268,1 milliards ou 8,3%, passant de 3.247,9 milliards en 2003 à 3.516,0 milliards à fin décembre 2004. Cette évolution résulte d'une augmentation de 292,2 milliards des crédits ordinaires, les crédits de campagne s'étant repliés de 24,1 milliards par rapport au niveau atteint un an plus tôt. La hausse des crédits ordinaires résulte principalement des concours octroyés à des entreprises opérant dans le secteur de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications, des bâtiments et travaux publics, du commerce général, des transports ainsi qu'à des unités agro-alimentaires.

5.2.3 – Masse monétaire

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a connu une progression de 308,7 milliards ou 5,5%, pour s'établir à 5.961,3 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale est porté essentiellement par les dépôts qui ont augmenté de 362,9 milliards, la circulation fiduciaire ayant baissé de 54,2 milliards au cours de la période.

5.2.4 – Interventions globales de la Banque Centrale

Les interventions globales de l'Institut d'émission se sont chiffrées à 374,9 milliards au 31 décembre 2004, en retrait de 29,9 milliards ou 7,4% par rapport au niveau atteint à fin décembre 2003.

Cette contraction est liée au repli de 5,4 milliards des refinancements en faveur des banques et établissements financiers et de 24,5 milliards des concours aux Trésors nationaux qui se sont établis à 372,5 milliards, en liaison avec les règlements des concours monétaires consolidés.

VI – MARCHÉ FINANCIER REGIONAL ET MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

6.1- Evolution de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)

La capitalisation du marché des actions est ressortie en hausse de 17,1%, s'établissant à 1.005,1 milliards contre 858,1 milliards à fin décembre 2003. Par rapport à la date de démarrage des activités de la BRVM, la capitalisation des actions a augmenté de 20,2%. La capitalisation obligataire s'est établie à 278,6 milliards à fin décembre 2004 contre 250,2 milliards l'année précédente, soit une hausse de 11,4%.

Le volume total des transactions est passé de 1.111.637 titres en 2003 à 3.011.421 titres échangés en 2004. Sur la même période, la valeur totale des transactions effectuées est passée de 14.320,2 millions à 35.986,7 millions. Sur le marché des actions, le volume des transactions a atteint 1.718.984 titres contre 946.052 titres échangés au cours de l'année 2003. La hausse du volume des transactions a été, par ailleurs, plus importante sur le compartiment obligataire où 1.292.437 titres ont été échangés en 2004 contre 165.585 titres une année plus tôt. Au 31 décembre 2004, 59 titres étaient inscrits à la cote dont 39 actions et 20 obligations contre 58 titres répartis en 39 actions et 19 obligations au 31 décembre 2003.

6.2 – Emissions sur le marché des titres publics

Depuis l'entrée en vigueur du cadre réglementaire portant sur les bons et obligations du Trésor émis par voie d'adjudication par les Etats membres de l'UEMOA et la suppression, à compter du 1er janvier 2003, des concours monétaires directs de la Banque Centrale, certains Etats ont eu recours à l'émission de bons et obligations du Trésor sur le marché des titres publics, comme source alternative de financement de leurs besoins. Les émissions de bons ont porté sur un montant total de 123,5 milliards en 2004. Elles ont concerné le Burkina (41,5 milliards), la Côte d'Ivoire (15,7 milliards), le Mali (21,0 milliards) et le Sénégal (45,3 milliards). Les émissions obligataires ont atteint 42,5 milliards en 2004. Par ailleurs, aucune émission obligataire par les Trésors publics de l'Union n'a été relevée durant l'année 2004.

VII – PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2005 ET AXES PRIORITAIRES DES POLITIQUES ECONOMIQUES

Les économies de l'Union devraient évoluer en 2005 dans un environnement international marqué par les tensions sur les marchés du pétrole et la persistance des incertitudes géopolitiques, notamment au Moyen-Orient, susceptibles d'induire un ralentissement de l'activité économique et du commerce mondial. Le Fonds Monétaire International projette un taux de croissance de l'économie mondiale à 4,3% en 2005 contre 5,0% en 2004.

Au plan interne, les perspectives de l'Union demeurent marquées par les incertitudes socio-politiques dans certains pays. Sur la base des tendances observées à la fin de l'année 2004, le taux de croissance économique de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine est projeté en termes réels, à 3,7% en 2005, contre une projection initiale de 4,2% et une réalisation de 2,6% en 2004. Le produit intérieur brut s'accroîtrait respectivement de 5,2% au Burkina, de 6,0% au Sénégal et de 6,9% au Mali, en liaison avec les bons résultats attendus dans le secteur primaire, l'accroissement de la production d'or, ainsi que la progression des dépenses d'investissement. Au Bénin et au Niger, les taux de croissance s'établiraient à 4,3% et 4,1%. En Guinée-Bissau, au Togo et en Côte d'Ivoire, sous l'hypothèse d'une normalisation de la situation socio-politique, le produit intérieur brut progresserait de 3,4%, 3,0% et 1,0% respectivement.

La plupart des pays de l'Union seraient confrontés à une relative accélération de l'inflation, en liaison avec les tensions sur les marchés pétroliers, perceptibles depuis le début du troisième trimestre 2004, et la baisse de la production agricole de la campagne 2004/2005. Nonobstant ces évolutions, l'objectif communautaire de **taux d'inflation** maximum de 2%, en moyenne, devrait être atteint dans l'ensemble des Etats membres et au niveau de l'Union.

La situation financière des Etats de l'Union devrait s'améliorer par rapport à celle de l'année précédente. En effet, la mobilisation des ressources budgétaires internes serait plus forte que celle de l'année écoulée, en liaison avec les perspectives d'amélioration du rythme de progression de l'activité économique par rapport aux réalisations de 2004. En outre, la hausse des dépenses publiques devrait être contenue grâce à une maîtrise des dépenses courantes. Au total, le ratio moyen du déficit global de l'Union, base engagements, hors dons, rapporté au PIB s'établirait à 4,0% en 2005 contre 4,5% un an plus tôt.

Les **transactions extérieures** des Etats membres de l'Union devraient se solder, en 2005, par un excédent de 305 milliards, en amélioration de 11,7 milliards par rapport à celui enregistré en 2004. Cette prévision est liée à la bonne tenue de la balance courante et du compte de capital, attendus respectivement en hausse de 32,7 milliards et 79,9 milliards en 2005, sous l'effet

notamment de l'augmentation des remises de dette, en rapport avec l'Initiative PPTE, et de la baisse du déficit de la balance des revenus, du fait du repli des intérêts versés sur la dette. Cette évolution favorable devrait compenser le recul projeté du solde des opérations financières que devrait induire la baisse du financement exceptionnel. Le déficit des transactions courantes, hors transferts officiels, rapporté au PIB s'établirait à 4,7% contre 5,1% une année auparavant.

La Banque Centrale poursuivra, pour sa part, la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente, afin d'assurer la stabilité des prix, nécessaire à une relance saine des économies des Etats de l'Union, et préserver la valeur de la monnaie commune. L'action monétaire devrait également apporter un soutien à la relance de l'activité économique dans les Etats membres. Pour tirer pleinement profit des perspectives d'amélioration de l'environnement économique et financier et atteindre ces objectifs, les Etats membres de l'Union devraient mettre en œuvre des politiques économiques articulées autour des cinq principaux points ci-après :

- la restauration d'un environnement socio-politique stable ;
- la redynamisation des investissements privés notamment à travers l'amélioration de l'environnement juridique et judiciaire pour assurer des fondements solides à la croissance ;
- l'assainissement des finances publiques, afin d'assurer la stabilité macroéconomique et financer les importantes dépenses sociales et d'investissements socio-économiques ;
- l'amélioration de l'accès au financement pour la création et le développement des entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises ;
- l'approfondissement de l'intégration économique régionale, notamment à travers la mise en œuvre des politiques et programmes sectoriels communs.

La réalisation des actions précitées devrait faciliter le maintien de relations harmonieuses avec les partenaires au développement et permettre de mobiliser l'assistance financière nécessaire à la mise en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté.

* *
*

Au total, la reprise de la croissance à l'échelle mondiale a eu un impact limité sur l'activité dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine en 2004, en raison notamment des chocs exogènes qui ont affecté les économies de l'Union et des lenteurs enregistrées dans la mise en œuvre des réformes structurelles.

La décélération des prix à la consommation s'est poursuivie en 2004, avec toutefois une résurgence des pressions inflationnistes au cours du deuxième semestre. La situation des finances publiques demeure marquée par des difficultés de trésorerie dans certains Etats. En revanche, l'évolution des échanges extérieurs s'est traduite par la réduction du déficit des transactions courantes.

La poursuite des réformes et des efforts d'assainissement du cadre macroéconomique devrait permettre une relative amélioration des performances économiques en 2005.



LISTE DES TABLEAUX EN ANNEXE

ANNEXE I : Produit intérieur brut à prix courants

ANNEXE II : Taux de croissance réel du produit intérieur brut

ANNEXE III : Productions des principales cultures vivrières

ANNEXE IV : Productions des cultures d'exportation

ANNEXE V : Evolution des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

ANNEXE VI : Evolution des prix à la consommation (en glissement annuel)

ANNEXE VII : Situation résumée des opérations du Trésor

ANNEXE VIII : Balance des paiements de l'Union

ANNEXE IX : Situation monétaire intégrée de l'UMOA

UEMOA : PRODUIT INTERIEUR BRUT A PRIX COURANTS

	1997		1998		1999		2000		2001		2002		2003		2004*		2005**	
	FCFA (en milliards)	Taux de croissance																
BENIN	1323,9	9,6%	1448,4	9,4%	1532,4	5,8%	1679,6	9,6%	1832,1	9,1%	1956,3	6,8%	2067,4	5,7%	2152,7	4,1%	2300,6	4,3%
BURKINA	1587,8	7,6%	1825,5	15,0%	1834,3	0,5%	1848,4	0,8%	2090,4	13,1%	2279,9	9,1%	2460,3	7,9%	2673,3	8,7%	2804,5	4,9%
COTE D'IVOIRE	6834,4	12,3%	7541,0	10,3%	7734,0	2,6%	7546,5	-2,4%	7869,5	4,3%	8011,1	1,8%	8023,1	0,1%	8187,1	2,0%	8447,7	3,2%
GUINEE BISSAU	163,1	20,0%	121,8	-25,3%	138,2	13,5%	153,4	11,0%	145,9	-4,9%	141,9	-2,7%	138,6	-2,3%	147,8	6,6%	152,8	3,4%
MALI	1582,8	10,6%	1731,9	9,4%	1818,9	5,0%	1900,9	4,5%	2222,9	16,9%	2302,9	3,6%	2494,1	8,3%	2552,4	2,3%	2783,1	9,0%
NIGER	1083,0	4,8%	1225,0	13,1%	1242,6	1,4%	1174,8	-5,5%	1285,8	9,4%	1405,4	9,3%	1383,7	-1,5%	1452,9	5,0%	1574,7	8,4%
SENEGAL	2509,3	6,8%	2716,5	8,3%	2893,1	6,5%	3114,0	7,6%	3342,7	7,3%	3467,1	3,7%	3725,5	7,5%	4023,8	8,0%	4299,9	6,9%
TOGO	986,2	17,2%	936,3	-5,1%	970,3	3,6%	946,0	-2,5%	955,3	1,0%	1006,0	5,3%	984,6	-2,1%	1071,6	8,8%	1121,5	4,7%
UEMOA	16070,6	11,4%	17546,4	9,2%	18163,8	3,5%	18363,7	1,1%	19744,6	7,5%	20570,6	4,2%	21277,2	3,4%	22261,6	4,6%	23484,8	5,5%

Sources : INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

* Estimations

**Prévisions

UEMOA : TAUX DE CROISSANCE REEL DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004*	2005**
BENIN	5,7%	4,0%	5,3%	4,9%	6,2%	4,4%	3,9%	3,5%	4,3%
BURKINA	6,8%	8,5%	3,7%	1,6%	6,8%	4,6%	8,0%	4,8%	5,2%
COTE D'IVOIRE	6,2%	5,4%	1,6%	-2,3%	0,1%	-1,6%	-1,7%	0,7%	1,0%
GUINEE BISSAU	6,5%	-28,2%	7,6%	7,5%	0,2%	-7,2%	0,6%	4,3%	3,4%
MALI	4,9%	8,1%	5,7%	-3,3%	11,9%	4,3%	7,1%	0,4%	6,9%
NIGER	4,8%	9,8%	-1,6%	-0,2%	5,8%	5,8%	3,0%	3,5%	4,1%
SENEGAL	5,0%	5,7%	5,1%	5,6%	5,6%	1,2%	6,5%	6,0%	6,0%
TOGO	3,5%	-2,3%	2,4%	-0,4%	0,6%	4,5%	4,5%	2,9%	3,0%
UEMOA	5,6%	5,4%	2,9%	0,2%	3,9%	1,5%	2,9%	2,6%	3,7%

Sources : INSTITUTS NATIONAUX DE STATISTIQUE

* Estimations

** Prévisions

PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES
(en milliers de tonnes)

ANNEE \ PAYS	1994/1995	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005*
BENIN											
<i>volume</i>	3062,6	3351,4	3576,3	4274,8	4513,8	4807,2	5504,5	5541,0	6901,5	8104,1	8337,4
<i>variation (%)</i>	3,0%	9,4%	6,7%	19,5%	5,6%	6,5%	14,5%	0,7%	24,6%	17,4%	3,0%
BURKINA											
<i>volume</i>	2475,1	2296,4	2481,8	2095,8	2456,8	2699,9	2287,4	3101,0	3119,1	3564,0	3062,5
<i>variation (%)</i>	-0,3%	-7,2%	8,1%	-15,6%	17,2%	9,9%	-15,3%	35,6%	0,6%	14,3%	-14,1%
COTE D'IVOIRE											
<i>volume</i>	5556	5845,4	5370,8	5744,7	7567,6	7787,9	8057,9	8413,8	8666,2	8926,1	9193,9
<i>variation (%)</i>	-24,3%	5,2%	-8,1%	7,0%	31,7%	2,9%	3,5%	4,4%	3,0%	3,0%	3,0%
GUINEE BISSAU											
<i>volume</i>	168,3	179,1	206,1	208,219	183,726	178,51	211,104	211,45	201,50	215,0	225,5
<i>variation (%)</i>	1,8%	6,4%	15,1%	1,0%	-11,8%	-2,8%	18,3%	0,2%	-4,7%	6,7%	4,9%
MALI											
<i>volume</i>	2198,3	1935,0	1970,4	1915,9	2524,9	2854,8	2309,9	2582,8	2518,2	3380,0	2644
<i>variation (%)</i>	10,9%	-12,0%	1,8%	-2,8%	31,8%	13,1%	-19,1%	11,8%	-2,5%	34,2%	-21,8%
NIGER											
<i>volume</i>	2813,2	2541,5	2702,8	2212,0	3053,4	2999,4	2215,8	3144,8	3160,9	3575,3	3140
<i>variation (%)</i>	-4,3%	-9,7%	6,3%	-18,2%	38,0%	-1,8%	-26,1%	41,9%	0,5%	13,1%	-12,2%
SENEGAL											
<i>volume</i>	1049,3	1156,9	1033,7	847,1	836,5	1427,6	1206,0	1131,3	1125,2	2065,9	1868,4
<i>variation (%)</i>	-9,8%	10,3%	-10,6%	-18,0%	-1,2%	70,7%	-15,5%	-6,2%	-0,5%	83,6%	-9,6%
TOGO											
<i>volume</i>	1507,7	1749,8	1870,7	2889,2	3279,3	3098,1	2975,2	1952,5	2147,3	2247,9	2234,3
<i>variation (%)</i>	-5,0%	16,1%	6,9%	54,4%	13,5%	-5,5%	-4,0%	-34,4%	10,0%	4,7%	-0,6%
UEMOA											
<i>volume</i>	18830,5	19055,4	19212,6	20187,7	24416,1	25853,4	24767,7	26078,6	27839,8	32078,3	30706,0
<i>variation (%)</i>	-8,7%	1,2%	0,8%	5,1%	20,9%	5,9%	-4,2%	5,3%	6,8%	15,2%	-4,3%

UEMOA : PRODUCTION DES CULTURES D'EXPORTATION
(en milliers de tonnes)

PRODUITS	95-96	96-97	97-98	98-99	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005*
PRODUCTION ARACHIDES										
<i>Bénin</i>	57,57	65,532	102,341	98,897	100,9	121,2	125,4	146,2	164,7	141,0
<i>Burkina</i>	213,3	223,8	151,1	214,8	282,8	169,1	301,1	323,6	368,9	379,9
<i>Mali</i>	155,541	132,788	142,887	150,6	158,4		174,6	120,8	290,0	212,0
<i>Niger</i>	102,6	196	87,9	112,1	103,7	113,2	82,0	153,7	196,9	144,2
<i>Sénégal</i>	337,8	148,6	544,8	579,1	1014,2		943,8	265,4	440,7	572,6
<i>Togo</i>	35,1	55,4	34,2	36	26,0	33,0	35,7	38,2	36,2	36,5
TOTAL	901,9	822,1	1063,2	1191,5	1685,9	436,5	1662,6	1047,9	1497,4	1486,2
CAFE										
<i>Côte d'Ivoire</i>	176,1	322,7	311,0	135,0	379,1	301,1	182,0	136,6	154,1	154,1
<i>Togo</i>	6,5	22,4	10,3	19,3	15,2	16,9	17,8	3,8	5,3	4,8
UEMOA	182,6	345,1	321,3	154,3	394,3	318,0	199,8	140,4	159,4	158,9
CACAO										
<i>Côte d'Ivoire</i>	1264,8	1130,0	1090,3	1187,0	1412,4	1212,4	1264,7	1336,4	1406,2	1419,3
<i>Togo</i>	6,0	14,2	5,6	7,7	6,6	10,2	7,5	7,6	4,9	5,4
UEMOA	1270,8	1144,2	1095,9	1194,7	1419,0	1222,6	1272,2	1344,0	1411,1	1424,7
COTON GRAINE										
<i>Bénin</i>	349,6	348,8	359,2	335,1	362,2	336,6	416,4	337,3	330,0	348,8
<i>Burkina</i>	150,9	214,3	338,1	284,4	270,0	275,8	378,5	409,1	461,7	563,0
<i>Côte d'Ivoire</i>	217,3	265,1	337,1	337,1	398,7	287,0	393,0	396,1	300,0	344,0
<i>Mali</i>	405,9	470,1	538,3	518,8	459,1	242,8	570,9	439,8	608,7	620,7
<i>Niger</i>	14,0	10,4	nd	10,9	3,3	2,4	2,7	8,3	8,4	10,0
<i>Sénégal</i>	31,4	38,4	41,0	11,6	14,6	20,4	35,7	40,1	55,0	50,0
<i>Togo</i>	102,1	146,4	176,2	187,7	117,4	168,3	186,6	164,1	175,0	175,0
UEMOA	1271,2	1493,5	1789,9	1685,5	1625,3	1333,2	1983,8	1794,8	1938,8	2111,5

Sources: Organismes de commercialisation agricole

* Estimations

EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION (en moyenne annuelle)

ANNEXE V

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003*	2004*	2005**
BENIN	3,7%	5,8%	0,3%	4,2%	4,0%	2,4%	1,5%	0,9%	2,0%
BURKINA	3,0%	4,9%	-1,1%	-0,3%	4,9%	2,3%	1,8%	-0,4%	2,0%
COTE D'IVOIRE	4,1%	4,6%	0,7%	2,5%	4,3%	3,1%	3,3%	1,4%	2,0%
GUINEE BISSAU	49,1%	8,0%	-1,4%	8,6%	3,3%	3,9%	-3,5%	0,9%	2,0%
MALI	-0,7%	4,0%	-1,2%	-0,7%	5,2%	5,0%	-1,3%	-3,1%	2,0%
NIGER	3,5%	4,6%	-2,3%	2,9%	4,0%	2,6%	-1,6%	0,2%	2,0%
SENEGAL	1,6%	1,2%	0,8%	0,7%	3,0%	2,3%	0,0%	0,5%	2,0%
TOGO	5,3%	1,0%	-0,1%	1,9%	3,9%	3,1%	-0,9%	0,4%	2,0%
UEMOA	3,0%	3,6%	0,2%	1,8%	4,1%	2,9%	1,3%	0,5%	2,0%

Source: Instituts Nationaux de Statistique

* Estimations

** Prévisions

NB: L'inflation est mesurée par le taux moyen annuel de hausse des prix à la consommation sur la base de l'IHPC

EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION (en glissement annuel)

	DEC. 1994	DEC. 1995	DEC. 1996	DEC. 1997	DEC. 1998	DEC. 1999	DEC. 2000	DEC. 2001	DEC. 2002	DEC. 2003	DEC. 2004*
BENIN	54,3%	2,4%	6,8%	1,8%	5,6%	-3,3%	9,9%	2,3%	1,2%	0,7%	1,9%
BURKINA	30,0%	3,9%	6,9%	-0,1%	1,0%	0,7%	2,4%	1,0%	3,9%	3,2%	4,3%
COTE D'IVOIRE	32,4%	7,5%	3,5%	5,2%	2,0%	1,6%	3,6%	4,8%	4,4%	-0,1%	1,3%
GUINEE BISSAU	19,3%	49,7%	65,6%	16,8%	8,0%	-3,2%	16,7%	-1,5%	7,6%	0,7%	4,9%
MALI	32,1%	9,2%	2,8%	90,0%	3,0%	-0,6%	2,5%	5,2%	4,1%	-5,0%	2,4%
NIGER	44,7%	5,5%	3,6%	4,1%	3,4%	-1,9%	4,7%	3,2%	0,6%	-1,5%	3,6%
SENEGAL	37,5%	5,5%	2,4%	1,9%	1,0%	0,5%	1,3%	4,0%	1,4%	-1,5%	1,7%
TOGO	59,4%	3,8%	4,9%	7,2%	-1,4%	4,5%	-2,5%	6,9%	1,6%	-1,7%	3,9%
UEMOA	37,6%	6,1%	3,8%	3,5%	2,0%	0,6%	3,1%	4,2%	2,9%	-0,7%	3,1%

Source: Instituts Nationaux de Statistique

NB: L'inflation est mesurée par le glissement annuel à fin décembre de l'indice des prix à la consommation sur la base de l'IHPC

SITUATION

SITUATION RESUMEE DES OPERATIONS DU TRESOR

(en milliards de FCFA)

	MALI			NIGER			SENEGAL			TOGO			UMOA		
	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005	2003	2004	2005
RECETTES ET DONDS	546,7	559,0	591,1	232,0	262,1	333,3	797,5	852,7	938,8	170,8	170,7	170,8	3 994,0	4 243,8	4 680,0
RECETTES BUDGETAIRES	434,4	451,4	515,2	156,0	172,9	201,2	720,0	771,6	841,2	165,3	157,7	157,8	3 487,6	3 745,8	4 095,6
* Recettes fiscales	361,8	390,0	437,9	150,0	167,6	191,9	676,9	736,2	802,3	148,8	145,3	143,6	3 117,4	3 382,7	3 660,5
* Recettes non fiscales	35,2	18,8	37,3	1,1	1,4	6,0	43,1	35,4	38,9	16,5	12,4	14,2	327,9	316,1	391,8
* Autres recettes	37,4	42,6	40,0	4,9	3,9	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	42,3	46,5	43,3
DONDS	112,3	107,6	75,9	76,0	89,2	132,1	77,5	81,1	97,6	5,5	13,0	13,0	506,4	498,0	584,4
DEPENSES ET PRÊTS NETS	564,0	635,2	738,4	276,5	316,3	360,3	850,1	939,5	974,0	146,3	167,0	184,3	4 443,6	4 744,8	5 040,5
DEPENSES TOTALES	567,9	644,2	728,3	276,5	315,5	359,0	867,8	932,4	971,0	146,3	166,8	184,3	4 434,6	4 740,0	5 033,1
Dépenses courantes	318,7	343,6	404,9	163,5	171,5	172,0	529,4	561,5	592,5	136,0	143,4	136,3	3 023,2	3 175,7	3 325,2
* masse salariale	100,1	121,6	140,2	56,9	59,2	63,1	203,7	223,9	249,4	51,7	53,2	50,2	1 178,1	1 256,3	1 353,2
* intérêts de la dette	18,7	19,7	19,6	17,4	8,1	5,6	44,6	46,6	43,3	17,8	18,6	15,7	351,2	312,1	273,8
Dépenses en capital	211,8	258,0	283,4	113,0	144,0	187,0	311,4	370,9	363,5	10,3	23,4	48,0	1245,4	1422,2	1650,4
invest. sur ress. int.	88,5	88,9	97,5	27,0	34,0	32,5	163,2	215,4	212,2	2,5	3,4	15,0	565,5	665,4	720,8
Dépenses fonds spéciaux	37,4	42,6	40,0				27,0	45,7	45,7				64,4	88,3	85,7
PRÊTS NETS	-3,9	-9,0	10,1	0,0	0,8	1,3	-17,7	7,1	3,0	0,0	0,2	0,0	9,0	4,8	7,4
SOLDE PRIMAIRE DE BASE	45,9	38,6	32,4	-17,1	-24,5	2,3	72,0	41,3	79,8	44,6	29,5	22,2	248,8	214,8	323,4
SOLDE PRIMAIRE S/N DE FORMULE													250,1	216,8	323,4
EPARGNE PROPRE (solde courant)	115,7	107,8	110,3	-7,5	1,4	29,2	190,6	210,1	248,7	29,3	14,3	21,5	464,4	570,1	770,4
SOLDE GLOBAL (base engag.)(hors dons)	-129,6	-183,8	-223,2	-120,5	-143,4	-159,1	-130,1	-167,9	-132,8	19,0	-9,3	-26,5	-956,0	-999,0	-944,9
SOLDE GLOBAL (base engag.)(y compris dons)	-17,3	-76,2	-147,3	-44,5	-54,2	-27,0	-52,6	-86,8	-35,2	24,5	3,7	-13,5	-449,6	-501,0	-360,5
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE	27,2	18,9	12,8	-34,5	-32,6	-3,3	27,4	-5,3	36,5	26,8	10,9	6,5	-101,1	-95,3	49,6
INDICATEURS DE CONVERGENCE BUDGETAIRE															
* masse salariale/recettes fiscales (en %)	27,7%	31,2%	32,0%	37,9%	35,3%	32,9%	30,1%	30,4%	31,1%	34,7%	36,6%	35,0%	37,8%	37,1%	37,0%
* variation nette des arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	-12,3	-19,3	-21,3	0,0	0,0	0,0	2,8	0,4	-13,5	145,1	31,7	-38,8
* variation nette des arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	45,3	47,0	0,0	443,6	493,6	0,0
* invest. financ. sur ress. int./recet. fisc. (en %)	24,5%	22,8%	22,3%	18,0%	20,3%	16,9%	24,1%	29,3%	26,4%	1,7%	2,3%	10,4%	18,1%	19,7%	19,7%
* solde primaire de base/recettes fiscales (en %)	12,7%	9,9%	7,4%	-11,4%	-14,6%	1,2%	10,6%	5,6%	9,9%	30,0%	20,3%	15,5%	8,0%	6,4%	8,8%
INDICATEURS BUDGETAIRES (en % du PIB)															
* recettes budgétaires	17,4%	17,7%	18,5%	11,1%	11,7%	12,8%	19,3%	19,3%	19,6%	15,8%	14,8%	14,1%	16,2%	16,7%	17,2%
* recettes fiscales	14,5%	15,3%	15,7%	10,7%	11,3%	12,2%	18,2%	18,4%	18,7%	14,2%	13,6%	12,8%	14,5%	15,1%	15,4%
* dépenses totales	22,8%	25,2%	26,2%	19,7%	21,3%	22,8%	23,3%	23,3%	22,6%	14,0%	15,6%	16,4%	20,6%	21,1%	21,1%
* dépenses courantes	12,8%	13,5%	14,5%	11,7%	11,6%	10,9%	14,2%	14,0%	13,8%	13,0%	13,4%	12,2%	14,1%	14,2%	14,0%
* dépenses en capital	8,5%	10,1%	10,2%	8,1%	9,7%	11,9%	8,4%	9,3%	8,5%	1,0%	2,2%	4,3%	5,8%	6,3%	6,9%
* solde primaire de base	1,8%	1,5%	1,2%	-1,2%	-1,7%	0,1%	1,9%	1,0%	1,9%	4,3%	2,8%	2,0%	1,2%	1,0%	1,4%
* solde global (base engag.)(hors dons)	-5,2%	-7,2%	-8,0%	-8,6%	-9,7%	-10,1%	-3,5%	-4,2%	-3,1%	1,8%	-0,9%	-2,4%	-4,4%	-4,5%	-4,0%
* solde global (base engag.)(y compris dons)	-0,7%	-3,0%	-5,3%	-3,2%	-3,7%	-1,7%	-1,4%	-2,2%	-0,8%	2,3%	0,3%	-1,2%	-2,1%	-1,2%	-1,5%
* épargne propre	4,6%	4,2%	4,0%	-0,5%	0,1%	1,9%	5,1%	5,3%	5,8%	2,8%	1,3%	1,9%	2,2%	2,5%	3,2%
* solde budgétaire de base	1,1%	0,7%	0,5%	-2,5%	-2,2%	-0,2%	0,7%	-0,1%	0,8%	2,6%	1,0%	0,6%	-0,47%	-0,43%	0,21%

SOURCES : FMI, services nationaux
GUINEE BISSAU : données prises en compte dans le total UEMOA à partir de 15

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION

(en milliards FCFA)

ANNEXE VIII

LIBELLES	1999	2000	2001	2002	2003	2004*	2005**
<i>Exportations FOB</i>	4 718,9	4 740,3	5 104,8	6 041,0	5 733,9	6 064,7	6 424,4
<i>dont autres pays de l'UEMOA</i>	660,4	743,1	781,1	929,7	889,0	950,5	1 003,8
<i>Importations FOB</i>	-4 203,8	-4 434,6	-4 803,0	-4 881,4	-5 293,2	-5 738,4	-6 124,9
<i>dont autres pays de l'UEMOA</i>	-296,4	-447,3	-493,7	-499,0	-545,6	-574,7	-624,7
<i>Balance commerciale</i>	515,1	305,7	301,8	1 159,6	440,7	326,3	299,5
<i>Balance des services</i>	-921,0	-950,3	-954,3	-1 071,0	-1 127,5	-1 036,9	-1 044,4
<i>dont fret</i>	-692,9	-731,9	-776,6	-783,4	-919,7	-921,3	-973,2
<i>Revenus nets</i>	-644,6	-677,9	-696,9	-767,7	-633,3	-632,5	-576,2
<i>dont intérêts de la dette</i>	-405,0	-412,4	-330,2	-373,7	-311,0	-279,7	-230,2
<i>Balance des transferts courants</i>	168,9	284,5	430,0	359,6	451,6	536,7	547,4
<i>-privés</i>	-83,0	25,0	116,2	87,7	144,5	208,7	206,8
<i>-publics</i>	251,9	259,5	313,8	271,9	307,1	328,0	340,6
Balance des transactions courantes	-881,6	-1 037,9	-919,4	-319,5	-868,5	-806,4	-773,8
Compte de capital et d'opérations financières	861,3	1 306,7	1 431,0	1 053,6	959,3	1 099,7	1 078,7
Compte de capital	344,9	382,2	451,6	452,0	424,2	500,5	580,4
<i>dont Remise de dette</i>	1,3	27,7	74,8	98,4	92,5	116,9	135,5
Opérations financières	516,4	924,5	979,4	601,6	535,1	599,2	498,3
<i>Investissements directs</i>	334,3	359,9	413,3	405,7	277,4	289,3	342,0
<i>-entrée</i>	398,8	431,8	501,3				
<i>-sortie</i>	-78,3	-95,1	-18,5				
<i>Investissements de portefeuille</i>	3,1	17,3	17,3	65,3	46,5	16,1	-3,9
<i>-entrée</i>	37,4	37,8	41,5				
<i>-sortie</i>	-10,8	-31,6	-45,7				
<i>Autres investissements</i>	179,0	547,3	548,7	130,6	211,2	293,8	160,3
<i>dont publics</i>	196,2	255,9	289,8	367,7	472,7	478,1	361,1
<i>- tirages</i>	400,2	379,9	939,7	827,8	605,9	597,8	698,5
<i>- amortissement</i>	-182,9	-168,7	-648,6	-834,8	-621,7	-650,7	-516,5
<i>Publics</i>	196,2		289,8	367,7	472,7	478,1	361,1
<i>- tirages (prêts budgétaires et prêts projets)</i>				827,8	605,9	597,8	698,5
<i>-amortissements</i>			-648,6	-834,8	-621,7	-650,7	-516,5
<i>- rééchelonnement</i>	235,5	390,8	298,6	887,3	181,2	46,0	215,5
<i>- variations des arriérés</i>	114,8	141,2	197,9	-345,7	440,1	530,6	0,0
<i>-autres</i>	8,1	5,4	0,0	0,5	0,0	14,9	48,8
<i>Privés</i>				15,7	-254,8	-199,4	-207,7
Erreurs et omissions nettes	-2,3	-24,1	50,4	-6,5	-18,6	0,0	0,0
SOLDE GLOBAL	-22,7	244,7	561,9	727,6	72,2	293,3	305,0
Taux de couverture : Export/Imports (%)	112,3	106,9	106,3	123,8	108,3	105,7	104,9
Degré d'ouverture en %	49,4	50,0	50,2	53,1	51,8	53,0	53,4
Balance courante/PIB (%)	-4,9	-5,7	-4,7	-1,6	-4,1	-3,6	-3,3
Balance courante hors dons/PIB (%)	-6,3	-7,1	-6,2	-2,9	-5,5	-5,1	-4,7
Balance courante hors dons	-1 133,5	-1 297,5	-1 233,2	-591,4	-1 175,6	-1 134,4	-1 114,4
Solde global/PIB	-0,1	1,3	2,8	3,5	0,3	1,3	1,3

* Estimation ** Prévion

